

Dette, chômage : Macron hérite d'une France en piteux état

Hollande n'a pas remis l'économie française sur les rails durant son quinquennat. Le pays est toujours miné par des déficits de croissance, de compétitivité et d'emplois.

Le Figaro · 8 mai 2017 · CÉCILE CROUZEL @ccrouzel

UN PAYS de déficits. Voici ce dont hérite Emmanuel Macron en accédant à la présidence. En déficit de croissance d'abord. La hausse du PIB n'a en effet pas dépassé 1,2 % en 2015 et 1,1 % en 2016. Alors que la majorité des pays européens a rebondi après la crise, l'Allemagne et le Royaume-Uni croissant autour de 2% et l'Espagne, au-delà des 3 %, la France est restée à la traîne. Et ce, malgré le même «alignement des planètes» caractérisé par la baisse simultanée des cours du pétrole, de l'euro et des taux d'intérêt.

À vrai dire, le problème tricolore est plus ancien. « Depuis 2005, la richesse par habitant progresse beaucoup moins vite qu'en Allemagne », souligne Denis Ferrand, le directeur de l'institut de conjoncture COE-Rexecode. Plusieurs facteurs expliquent ce retard français. Le premier tient aux dysfonctionnements du marché du travail, qui conduisent à un déficit d'emploi. « Les Français sont proportionnellement moins nombreux à travailler. Par ailleurs, leur durée annuelle du travail est plus faible comme le nombre d'années travaillées dans leur vie : 35 ans en France, contre 38 ans en Allemagne et au Royaume-Uni », explique Denis Ferrand.

Une situation qui va de pair avec un chômage structurellement élevé - ce qui démonte les théories sur le partage du travail. Le taux de chômage a en effet très peu diminué ces derniers temps en France, pour s'établir à 10 % fin 2016. La comparaison est cruelle avec l'Allemagne, qui affiche un taux de 3,9%, selon Eurostat. Et même avec l'Espagne, où il a fortement chuté, passant de 26,1% en 2013 à 19,6% en 2016. «Or, la baisse du chômage permet de créer une dynamique de consommation », rappelle Bruno Cavalier, chef économiste d'Oddo Securities.

Alors que l'Allemagne, l'Espagne et le Royaume-Uni ont mis en place de profondes réformes du marché du travail, la France est restée au milieu du gué. La loi El Khomri a apporté quelques souplesses, mais n'a pas renversé la table. Emmanuel Macron affirme vouloir s'attaquer en priorité à ce problème, en réformant dès juillet, et par ordonnances, le Code du travail. Mais déjà, Philippe Martinez, le secrétaire général de la CGT, a prévenu vendredi dans Libération que «cela ne passera pas comme une lettre à la poste »...

Hausse des taux d'intérêt

L'économie française souffre en outre d'un manque de compétitivité, matérialisé par un déficit commercial inquiétant (48,1 milliards en 2016). La balance des biens industriels est dans le rouge depuis 2004, l'excédent des services diminue année après année. C'est bien l'ensemble de l'offre française qui est peu adaptée aux marchés mondiaux. «Nous sommes trop chers par rapport à la qualité de nos produits », résume Bruno Cavalier. Pas assez profitables, les entreprises françaises ont peiné à investir, à se robotiser, à innover. La situation s'est redressée récemment : leur taux de marge a légèrement progressé, pour atteindre 31,6 % au troisième trimestre 2016, se rapprochant des niveaux

d'avant 2008, grâce notamment au CICE et aux baisses de cotisations sociales. L'investissement a aussi retrouvé quelques couleurs. « La hausse de l'investissement va améliorer la compétitivité mais cela prendra du temps. D'autant que d'autres pays, comme l'Espagne, ont réduit davantage leurs coûts de main-d'oeuvre », avertit toutefois Denis Ferrand.

Pourtant, Emmanuel Macron ne veut pas diminuer plus le coût du travail (il se contentera de transformer le CICE en allègement de cotisations patronales). Il pense pouvoir améliorer la compétitivité en investissant dans l'innovation et la formation. À raison car, selon une étude de l'OCDE, le niveau moyen de qualification de la main-d'oeuvre française est inférieur à celle des pays développés. Pas sûr toutefois que ce plan d'investissement - il prévoit au total une enveloppe de 50 milliards sur le quinquennat - suffise à améliorer rapidement l'offre française.

Enfin, l'Hexagone souffre d'un problème de déficit public. « En 2016, seule l'Espagne a un déficit public (4,5 % du PIB) supérieur à celui de la France (3,4 %). Ce sont les deux seuls pays à être au-delà des 3 % du PIB », rappelle François Ecalte, ancien magistrat de la Cour des comptes et fondateur du site Fipeco. L'État étant dans le rouge depuis 1974 et les comptes sociaux étant eux aussi déficitaires - même s'il a baissé, le trou de la Sécurité sociale a atteint 7,8 milliards d'euros en 2016 -, la dette publique n'a donc cessé de gonfler. Elle a culminé à 96% du PIB en 2016, rendant la France un peu plus fragile face à l'inévitable remontée à venir des taux d'intérêt. Selon l'Agence France Trésor, qui gère la dette publique, une hausse de 1 point des taux entraînerait plus de 2 milliards d'euros de charge supplémentaire pour l'État la première année, 10 milliards la quatrième...

Pour sortir de cette nasse, Emmanuel Macron a peu de choix. Augmenter les impôts est impossible politiquement dans un pays marqué par le « ras-le-bol fiscal » et qui détient, avec le Danemark, le record des prélèvements obligatoires en Europe (44,3% du PIB). D'ailleurs, le nouveau président a promis 10 milliards de baisses d'impôts pour les ménages et le même montant pour les entreprises. Pour redresser les comptes, il lui faudra donc réaliser 60 milliards d'euros d'économies en cinq ans. De quoi ramener la part de la dépense publique dans le PIB (hors crédits d'impôt) à 52% en 2022, contre 54,9 % en 2016 et surtout 44 % en Allemagne...

Depuis 2005, la richesse par habitant progresse beaucoup moins vite qu'en Allemagne

DENIS FERRAND, DIRECTEUR DE L'INSTITUT DE CONJONCTURE COE-REXECODE